

Motion : L'internationalisme

Contre les frontières, contre le nationalisme

Notre opposition aux frontières et au nationalisme s'appuie sur plusieurs constats :

D'abord le rôle concret et réel que jouent les frontières, dans le dispositif du pouvoir actuel : fragmenter l'espace, délimiter les espaces de contrôle, empêcher la libre circulation des personnes, définir « l'autre », « l'étranger », et ainsi opposer, mettre en concurrence les travailleuses et les travailleurs, pour tenter de substituer à l'antagonisme de classe un antagonisme national. Les frontières sont la matérialisation de la domination d'un pouvoir sur un territoire, mais surtout, sur les êtres humains qui habitent ce territoire. Dans la période contemporaine, ce pouvoir exerçant le contrôle des corps et de la vie sociale sur un territoire, c'est l'État.

La forme la plus commune d'État, celle qui est du moins considérée largement comme « légitime » selon l'idéologie dominante, c'est l'État nation, qui repose sur l'idée que ce qui fonde la légitimité d'un État, c'est qu'il émane d'une nation donnée, et que toute nation a droit à l'autodétermination, à l'indépendance.

Cette auto-détermination et cette indépendance se matérialiseraient par la construction d'un État distinct, contrôlant le territoire correspondant au territoire historique sur lequel la nation s'est formée.

Dans la pratique, cette construction idéologique permet aux classes dirigeantes d'exercer leur contrôle sur une partie du territoire mondial, de mobiliser les classes populaires au service de leurs intérêts, dans un contexte de compétition internationale entre les différentes fractions de la bourgeoisie. Cette idéologie permet également de mobiliser les classes populaires dans des expéditions guerrières ou dans leur soutien.

La « nation », une construction historique et idéologique

Toute « nation » est une construction

idéologique, qui repose sur la création d'une histoire commune, à partir de la sélection de faits historiques selon une grille permettant de créer une continuité et une unité historique factice d'une population donnée (la fameuse « communauté de destin »), qui écarte tous les faits historiques allant à l'encontre du mythe national.

La construction idéologique qu'est la nation repose sur la négation en dernière instance de toutes les différences, tous les antagonismes sur un territoire donné : négation de la pluralité des cultures, négation de la lutte des classes, négation des rapports de dominations et d'oppression.

La division de l'espace terrestre en États-nation est une construction historique allant de pair avec le développement historique du capitalisme et de l'État. Elle est l'outil que mobilisent les classes dirigeantes pour centraliser le pouvoir dans le cadre étatique : que la « souveraineté nationale » s'exprime par voie électorale ou soit autoproclamée par un régime nationaliste, c'est sur ce socle idéologique que se forge la domination politique de l'État, et des classes dirigeantes qui le composent.

La Nation, quelle que soit la taille du territoire sur lequel elle prétend exister, est une construction idéologique uniformisatrice : cette uniformisation est en fait la domination d'une culture et d'une langue (écrasant les langues et les cultures populaires), et des intérêts de la bourgeoisie.

Ni uniformisation culturelle, ni « identité » culturelle imposée et exclusive

Nous refusons les logiques politiques nationalistes qui, prétendant s'appuyer sur la diversité des langues et des patrimoines culturels, construisent en réalité un mythe fondé sur la pureté et « l'autarcie culturelle » afin d'en faire un objet d'opposition entre les exploités-e-s.

De même, nous refusons les discours qui s'appuient sur le « relativisme culturel » ou la

« tradition et l'identité culturelle ou nationale » pour justifier la domination car l'entraide, le refus de l'exploitation et de la domination est une tendance présente dans toutes les sociétés humaines et à toutes les époques : c'est notre culture « commune », universelle.

Il ne s'agit pas d'une parodie d'universalisme imposant les valeurs occidentales comme étant universelles. Au contraire, notre culture se fonde sur le constat de la réalité de la lutte menée par l'ensemble des exploité-e-s : de l'ouvrière chinoise au travailleur algérien, du paysan mexicain au prolétaire guinéen, des classes populaires de France à celles de Turquie...

La lutte contre l'uniformisation culturelle passe par la remise en cause de la nation, véritable machine destructrice de toute diversité culturelle, par le refus de toute culture imposée au nom de l'État. Ainsi, le fédéralisme libertaire nous paraît concilier la possibilité de l'existence de multiples cultures, de leur brassage, sans qu'une seule soit imposée aux individus par un pouvoir politique.

Notre anticolonialisme

Nous nous opposons aux logiques impérialistes coloniales et néocoloniales, légitimant de fait les discours racistes, les opérations militaires, le pillage organisé des ressources naturelles par l'alliance entre bourgeoisies occidentales et leurs relais à la tête des États des « anciennes » colonies, en Afrique, Amérique latine, au Proche orient ou en Asie.

Quelle que soit l'opposition de façade qui existe entre les États occidentaux et la classe politique des « anciennes » colonies, celles-ci entretiennent des liens de dépendance mutuelle et de solidarité en dernière instance contre les populations exploitées.

Les luttes anticoloniales ont mené à un redéploiement de la structure de domination coloniale, qui s'est traduit par le passage d'un mode de domination direct, (coûteux pour la bourgeoisie en moyens militaires et sur le plan politique) à un mode de domination indirect, fondé sur le soutien ou sur la mise en place de classes dirigeantes « nationales », exerçant le pouvoir dans l'intérêt des anciennes métropoles. La mondialisation capitaliste a par ailleurs maintenu dans un état de dépendance politique

les États devenus formellement indépendants sous la pression des luttes anticolonialistes.

L'indépendance « formelle » ne s'est donc pas traduite par une indépendance réelle : dans nombre d'anciennes colonies, les anciennes puissances coloniales conservent une présence militaire et placent à la tête de celles-ci des dirigeants servant leurs intérêts. Dans tous les cas, l'organisation capitaliste internationale maintient les populations de ces États dans une situation de domination économique.

L'illusion de la « libération nationale »

Cette situation doit amener à souligner l'illusion que constitue l'amalgame entre luttes dites « de libération nationale » et lutte anticoloniale. On peut faire le bilan de l'impasse créée par les approches de la lutte en terme de « libération nationale ».

D'abord parce qu'aucune « indépendance » n'est réellement possible dans le système capitaliste mondialisé, parce que celui-ci est fondé sur l'impérialisme, les fractions de la bourgeoisie dominante cherchant à s'appropriier les ressources de la planète par tous les moyens.

Ensuite parce que la « libération nationale » enferme la lutte anticoloniale dans un cadre interclassiste, et place des classes dirigeantes en formation, dans une position de pouvoir en remplaçant formellement les colons, sans pour autant supprimer le rapport d'oppression coloniale et capitaliste.

La bourgeoisie coloniale occidentale a ainsi pu saisir la notion de « libération nationale » pour éviter une remise en cause radicale de l'ordre économique international, en trouvant dans les élites « indépendantistes » de nouvelles classes dirigeantes permettant de continuer, sous une autre forme, le rapport d'exploitation et d'oppression initiée lors de la période coloniale.

Le néo-colonialisme consiste justement à intégrer au système capitaliste la majorité des nouvelles classes dirigeantes des populations désignées auparavant comme « indigènes », tout en conservant une large part des rapports sociaux colonialistes fondés sur « l'indigénat »

Notre conception de la lutte anticoloniale est une lutte qui affirme et soutient le refus du système

de domination raciste qu'est le système néocolonial.

Dans le même temps, nous affirmons notre conviction que ce système ne reculera pas à travers la reproduction des structures étatiques, de la logique nationale, et du développement de structures capitalistes, parce que celles-ci ne peuvent garantir que le statu quo de la domination.

Nous refusons la volonté d'amalgamer luttes anticoloniales et « libérations nationales ». Car si nous constatons que les nécessaires luttes contre le système colonial se sont faites sous cet étendard, nous pensons qu'il convient d'en faire le bilan politique en séparant ce qui relève de la lutte émancipatrice (la légitime lutte et la légitime révolte des colonisés), de ce qui relève de la stratégie et des perspectives politiques.

C'est sur le terrain de la solidarité internationale des classes populaires et des exploité-e-s, et non sur la fiction interclassiste de la « libération nationale » que reculera le rapport d'exploitation (néo) colonialiste.

La CGA se place dans une perspective résolument internationaliste

Les phénomènes politiques ne peuvent se concevoir qu'à la seule échelle des États et territoires, mêmes s'ils ont des déclinaisons spécifiques selon les espaces territoriaux sur lesquels ils se développent.

Notre refus de la domination ne s'arrête pas aux frontières que nous impose l'État français. Bien au contraire nous nous reconnaissons dans les luttes populaires que mènent les opprimé-e-s et

les exploité-e-s aux « quatre coins du globe ».

Notre internationalisme se concrétise chaque fois que nous faisons connaître localement les luttes des compagnons et compagnes anarchistes. L'expérience de la commune libertaire de Oaxaca depuis 2006, les tentatives de révolte d'une partie de la population en Grèce fin 2008, l'action des compagnons anarchistes contre le mur en Israël, sont quelques exemples du travail de relais et de soutien que nous avons pu mener au sein de la CGA.

Notre internationalisme se vit aussi au quotidien à travers notre investissement militant dans les luttes de sans-papiers en tentant d'insuffler, les mots d'ordre fédérateurs et internationalistes que sont la régularisation de tous les sans-papiers et la liberté de circulation et d'installation.

Solidarité internationale des travailleuses et travailleurs

A la fiction de la « Nation », nous opposons la solidarité internationale des travailleuses et travailleurs, des exploité-e-s, des dominé-e-s. Nous pensons que nos intérêts sont les mêmes au-delà des frontières, et que celles et ceux qui veulent nous faire croire le contraire ne servent en définitive que les intérêts des puissants, et aboutissent à la reproduction des rapports de dominations. Nous entendons, à la mesure de nos moyens, contribuer à la solidarité internationale des exploité-e-s, conscients qu'un coup porté contre l'un-e ou une partie d'entre nous est un coup porté contre toutes et tous.

*Coordination des Groupes Anarchistes,
texte adopté lors du 4ème Congrès, les 3, 4 et
5 avril 2010*